

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

F. 2008 — 1428

[2008/201395]

**21 MARS 2008. — Arrêté du Gouvernement flamand
fixant le nombre total des heures subsidiables pour les services d'aide familiale pour l'année 2008**

Le Gouvernement Flamand,

Vu le décret du 29 avril 1997 relatif à la gestion de la qualité dans les établissements d'aide sociale, modifié par le décret du 22 décembre 1999;

Vu le décret du 14 juillet 1998 portant agrément et subventionnement des associations et des structures d'aide sociale dans le cadre des soins à domicile, modifié par les décrets des 18 mai 1999 et 13 juillet 2007;

Vu le décret du 21 décembre 2007 contenant le budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 18 décembre 1998 portant agrément et subventionnement des associations et des structures d'aide sociale dans le cadre des soins à domicile, notamment l'annexe I, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 30 mars 1999, 5 mai 2000, 30 mars 2001, 10 juillet 2001, 15 mars 2002, 17 janvier 2003, 28 novembre 2003, 30 avril 2004, 17 mars 2006, 28 avril 2006, 8 septembre 2006, 29 juin 2007 et 19 juillet 2007;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du budget, donné le 20 mars 2008;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'en vue d'une utilisation optimale des moyens disponibles et la mise à disposition optimale de l'offre d'aide à domicile au citoyen, il y a lieu de fixer sans délai les contingents d'heures d'aide familiale pour l'année 2008;

Sur la proposition du Ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. En exécution de l'article 6, alinéa deux, de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement flamand du 18 décembre 1998 portant agrément et subventionnement des associations et des structures d'aide sociale dans le cadre des soins à domicile, le nombre total des heures subsidiables des services d'aide familiale pour l'année 2008 est fixé à 15 562 464 heures.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2008.

Art. 3. Le Ministre flamand ayant l'assistance aux personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 mars 2008.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

K. PEETERS

Le Ministre flamand du Bien-Etre, de la Santé publique et de la Famille,

S. VANACKERE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 1429

[2008/201414]

**17 AVRIL 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux comités de concertation
pour l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, notamment l'article 10 modifié par la loi du 19 juillet 1983, l'article 11 modifié par les lois des 19 juillet 1983, 6 juillet 1989 et 11 avril 1999, l'article 12 modifié par la loi du 19 juillet 1983, l'article 12bis inséré par la loi du 6 juillet 1989 et modifié par l'arrêté royal du 10 avril 1995 et l'article 12ter inséré par la loi du 15 décembre 1998;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87;

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

Vu l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, notamment l'article 34 modifié par l'arrêté royal du 7 octobre 1987, les articles 35 et 36, l'article 37 modifié par les arrêtés royaux des 18 novembre 1991 et 11 octobre 2000, l'article 38, l'article 39 modifié par l'arrêté royal du 8 mai 2001 et l'article 42;

Vu l'avis du Comité de gestion du FOREm, donné le 22 janvier 2008;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique, du Ministre de l'Emploi et du Ministre de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Des comités de concertation de base*

Article 1^{er}. Il y a pour l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi douze comités de concertation de base :

1° un comité pour le siège central;

2° cinq comités pour la coordination interrégionale Ouest;

3° trois comités pour la coordination interrégionale Est;

4° trois comités pour la coordination interrégionale Centre-Sud.

Le nombre et le ressort des directions régionales et des divisions territoriales est fixé dans un arrêté du Gouvernement wallon du 13 mai 2004.

Art. 2. § 1^{er}. La délégation de l'Autorité au sein du comité de concertation de base du siège central se compose de :

1. l'inspecteur(trice) général(e) du département des ressources matérielles et financières de l'entité « Services communs », ci-après dénommée « FOREm Support », qui assure la présidence;
2. le/la directeur(trice) administratif(ive) de l'entité « Opérateur public de formation », ci-après dénommée « FOREm Formation »; ci-après dénommée « FOREm Formation »;
3. le/la directeur(trice) administratif(ive) de l'entité « Régisseur-ensemblier », ci-après dénommée « FOREm Conseil »;
4. le/la directeur(trice) de la Direction des ressources matérielles de FOREm Support.

§ 2. Chaque membre effectif désigne un suppléant habilité à engager l'Autorité.

Art. 3. § 1^{er}. La délégation de l'Autorité de chaque comité de concertation de base des coordinations interrégionales se compose de :

1. l'inspecteur(trice) général(e) de la coordination interrégionale concernée, qui assure la présidence;
2. le/la directeur(trice) régional(e) de FOREm Conseil;
3. le/la directeur(trice) régional(e) de FOREm Formation;
4. deux personnes désignées par le/la directeur(trice) régional(e) de FOREm Conseil au sein de son équipe d'encadrement;
5. deux personnes désignées par le/la directeur(trice) régional(e) de FOREm Formation au sein de son équipe de coordonnateurs, instructeurs principaux et responsables administratifs.

§ 2. Chaque membre effectif désigne un suppléant habilité à engager l'Autorité.

CHAPITRE II. — *Du comité intermédiaire de concertation*

Art. 4. Il y a pour l'ensemble des services de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi un comité intermédiaire de concertation.

Art. 5. § 1^{er}. La délégation de l'Autorité au sein de ce comité se compose de :

1. l'administrateur(trice) général(e), qui assure la présidence;
2. l'administrateur(trice) général(e) adjoint;
3. le/la directeur(trice) général(e) de FOREm Formation;
4. le/la directeur(trice) général(e) de FOREm Conseil;
5. le/la directeur(trice) général(e) de FOREm Support;
6. l'inspecteur(trice) général(e) de la coordination interrégionale Ouest;
7. l'inspecteur(trice) général(e) de la coordination interrégionale Est;
8. l'inspecteur(trice) général(e) de la coordination interrégionale Centre-Sud;
9. le/la responsable du département des ressources humaines de FOREm Support;
10. l'inspecteur(trice) général(e) du département des ressources matérielles et financières de FOREm Support.

§ 2. Chaque membre effectif désigne un suppléant habilité à engager l'Autorité.

CHAPITRE III. — *Dispositions générales et finales*

Art. 6. Chaque délégation peut s'adjoindre des techniciens pour l'éclairer dans l'examen de questions particulières.

Art. 7. Chaque comité de concertation de base établit son règlement d'ordre intérieur sur base du canevas établi par le comité intermédiaire de concertation.

Art. 8. Le comité intermédiaire de concertation fixe son propre règlement d'ordre intérieur.

Art. 9. L'arrêté du Gouvernement wallon du 15 septembre 1994 portant création des comités de concertation pour l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi est abrogé.

Art. 10. Le Ministre de la Fonction publique, le Ministre de l'Emploi et le Ministre de la Formation sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 avril 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 1429

[2008/201414]

17 APRIL 2008. — **Besluit van de Waalse Regering betreffende de overlegcomités voor de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling)**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, inzonderheid op artikel 10, gewijzigd bij de wet van 19 juli 1983, op artikel 11, gewijzigd bij de wetten van 19 juli 1983, 6 juli 1989 en 11 april 1999, op artikel 12, gewijzigd bij de wet van 19 juli 1983, op artikel 12*bis*, ingevoegd bij de wet van 6 juli 1989 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 april 1995, en op artikel 12*ter*, ingevoegd bij de wet van 15 december 1998;

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, inzonderheid op artikel 87;

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi »;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, inzonderheid op artikel 34, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 oktober 1987, op de artikelen 35 en 36, op artikel 37, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 november 1991 en 11 oktober 2000, op artikel 38, op artikel 39, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 mei 2001, en op artikel 42;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de FOREm, gegeven op 22 januari 2008;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken, van de Minister van Tewerkstelling en van de Minister van Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Basisoverlegcomités*

Artikel 1. De « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi » telt twaalf basisoverlegcomités :

1° één comité voor de hoofdzetel;

2° vijf comités voor de interregionale coördinatie West;

3° drie comités voor de interregionale coördinatie Oost;

4° drie comités voor de interregionale coördinatie Centrum-Zuid.

Het aantal regionale directies en territoriale afdelingen en de desbetreffende ambtsgebieden liggen vast in een besluit van de Waalse Regering van 13 mei 2004.

Art. 2. § 1. De afvaardiging van de Overheid binnen het basisoverlegcomité van de hoofdzetel bestaat uit :

1. de inspecteur(trice)-generaal van het departement materiële en financiële hulpmiddelen van de entiteit « Services communs », hierna « FOREm Support » genoemd, die het voorzitterschap waarneemt;

2. de administratief directeur(trice) van de entiteit « Opérateur public de formation », hierna « FOREm Formation » genoemd;

3. de administratief directeur(trice) van de entiteit « Régisseur-ensemblier », hierna « FOREm Conseil » genoemd;

4. de directeur(trice) van de Directie materiële hulpmiddelen van « FOREm Support ».

§ 2. Elk gewoon lid wijst een plaatsvervanger aan die ertoe gemachtigd wordt de Overheid te binden.

Art. 3. § 1. De afvaardiging van de Overheid binnen elk basisoverlegcomité van de interregionale coördinaties bestaat uit :

1. de inspecteur(trice)-generaal van de betrokken interregionale coördinatie, die het voorzitterschap waarneemt;

2. de regionale directeur(trice) van « FOREm Conseil »;

3. de regionale directeur(trice) van « FOREm Formation »;

4. twee personen aangewezen door de regionale directeur(trice) van « FOREm Conseil » binnen zijn begeleidingsploeg;

5. twee personen aangewezen door de regionale directeur(trice) van « FOREm Formation » binnen zijn ploeg van coördinatoren, hoofdstructureurs en administratief verantwoordelijken.

§ 2. Elk gewoon lid wijst een plaatsvervanger aan die ertoe gemachtigd wordt de Overheid te binden.

HOOFDSTUK II. — *Tussenoverlegcomité*

Art. 4. Er is een tussenoverlegcomité voor het geheel van de diensten van de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi".

Art. 5. § 1. De afvaardiging van de Overheid binnen dat comité bestaat uit :

1. de administrateur(trice)-generaal, die het voorzitterschap waarneemt;

2. de adjunct-administrateur(trice)-generaal;

3. de directeur(trice)-generaal van « FOREm Formation »;

4. de directeur(trice)-generaal van « FOREm Conseil »;

5. de directeur(trice)-generaal van « FOREm Support »;

6. de inspecteur(trice)-generaal van de interregionale coördinatie West;

7. de inspecteur(trice)-generaal van de interregionale coördinatie Oost;

8. de inspecteur(trice)-generaal van de interregionale coördinatie Centrum-Zuid;

9. de verantwoordelijke voor het departement menselijke hulpkrachten van « FOREm Support »;

10. de inspecteur(trice)-generaal van het departement materiële en financiële hulpmiddelen van « FOREm Support ».

§ 2. Elk gewoon lid wijst een plaatsvervanger aan die ertoe gemachtigd wordt de Overheid te binden.

HOOFDSTUK III. — *Algemene en slotbepalingen*

Art. 6. Elke afvaardiging kan zich laten bijstaan door technici die haar uitleg kunnen geven over bijzondere vraagstukken.

Art. 7. Elk basisoverlegcomité werkt zijn huishoudelijk reglement uit op basis van het model opgemaakt door het tussenoverlegcomité.

Art. 8. Het tussenoverlegcomité maakt zijn eigen huishoudelijk reglement op.

Art. 9. Het besluit van de Waalse Regering van 15 september 1994 tot oprichting van de overlegcomités voor de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » wordt opgeheven.

Art. 10. De Minister van Ambtenarenzaken, de Minister van Tewerkstelling en de Minister van Vorming zijn, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit belast.

Namen, 17 april 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Vorming,
M. TARABELLA

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 1430

[2008/201374]

22 JANVIER 2008. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 07 de la division organique 30 et le programme 01 de la division organique 11 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2008

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12 tel que modifié par l'article 4 de la loi du 19 juillet 1996;

Vu le décret du 19 décembre 2007 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2008, notamment l'article 41;

Vu la circulaire du 18 janvier 2001 relative à la gestion administrative des programmes cofinancés par les Fonds européens en Région wallonne, particulièrement son point III, 2, 4^e alinéa;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'ordonnancement à l'allocation de base 51.05 du programme 01 de la division organique 11 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2007, afin de rencontrer la décision du Gouvernement wallon des 8 novembre 2000 et 8 février 2002 dans le cadre du Phasing out de l'Objectif 1, de l'Objectif 2 Urbain et de l'Objectif 2 Rural, à savoir, les dossiers suivants (intitulés, opérateurs et codifications des projets cofinancés) :

Phasing out de l'Objectif 1 - Hainaut;

Axe 1 : Polariser la croissance par le développement de la base productive;

Mesure 1.1 : Aides aux investissements industriels et serviciels;

Projets et codification du projet :

Dossiers multiples expansion économique E P1A 1 101;

E P1B 1 101;

Allocation de base : 51.05.01;

Crédits d'ordonnancement : 4.600.000,00 EUR;

Objectif 2 urbain Meuse-Vesdre;

Axe 1 : Diversification de la base économique;

Mesure 1.1 : Aides aux investissements industriels et serviciels;

Projets et codification du projet :

Dossiers multiples expansion économique E 2UR 1 101;

E 2UP 1 101;

Allocation de base : 51.05.01;

Crédits d'ordonnancement : 300.000,00 EUR;

Objectif 2 rural;

Axe 1 : Inciter et soutenir le développement endogène d'activités économiques marchandes;

Mesure 1.1 : Aides aux investissements industriels et serviciels;

Projets et codification du projet :

Dossiers multiples expansion économique E 2RU 1 101;

E 2RP 1 101;

Allocation de base : 51.05.01;

Crédits d'ordonnancement : 100.000,00 EUR,

Arrête :

Article 1^{er}. Des crédits d'ordonnancement à concurrence de 5.000 milliers d'EUR sont transférés du programme 07 de la division organique 30 au programme 01 de la division organique 11.